

Envie d'exil : ce qui pousse les jeunes Marocains

Qui sont ces jeunes Marocains qui arrivent clandestinement en France ? Pourquoi décident-ils de quitter leur pays ? *Ouest-France* est allé à leur rencontre, dans les rues de Rabat, Tanger et Fès. Ils témoignent et dressent en creux un portrait du Maroc, loin des cartes postales. Premier volet de notre enquête.



Enquête

Elle est là, juste en face. Du Mur des Paresseux, qui domine la corniche de Tanger, sa silhouette embrumée semble à portée de brasses. « À quatorze kilomètres », savent précisément tous les Tangérois. Et au bout du détroit de Gibraltar, la plage espagnole de Los Lances, à Tarifa, où l'on laisse la vie filer doucement.

L'Europe sous vos yeux. Si désirable. Comme un paquet de fraises Tagada que, même, on voit en haut du placard, et qu'on tente d'attraper, monté sur une chaise, bras et jambes tendus. À Nador, là-bas plus à l'est, nous glisse Hafid, « l'Espagne, c'est même qu'à 1,3 km ! ». À jet-ski, acheté à trois pour plusieurs milliers d'euros, en canot gonflable dix places à 500 €, voire à la nage, et vous débarquez à Melilla, confetti espagnol, et donc européen, en terres africaines. Avec l'espoir d'être régularisé et de traverser la Méditerranée.

À 18 ans, Hafid a tenté à deux reprises l'exil, l'an passé. Depuis Port Med, à une quarantaine de kilomètres de Tanger, qui charrie, chaque année, 6 millions de conteneurs, 700 000 camions de transports internationaux, 100 000 paquebots, autant d'interstices pour se glisser vers l'Europe. Les deux fois, il a été rattrapé par la patrouille, « la gendarmerie royale », rattachée au ministère de l'Intérieur dont un quart du budget serait consacré à cadenasser les frontières et donc à empêcher la fuite de migrants vers l'Europe.

Découragé, Hafid ? Il nous rit au nez. Il repartira, coûte que coûte. Évidemment qu'il ne continuera pas à suivre les cours que lui offre l'association Darna, qui accueille une centaine de gamins des rues de Tanger, échoués ici.

« Des filières organisées mais très artisanales »

Sait-il la vie de ces jeunes migrants en Europe, dont certains se retrouvent carrément dans les griffes de réseaux informels, les obligeant à voler pour payer un bout de matelas dans un squat ? Il pouffe, comme si nous lui racontions des balivernes.

Mohammed, 25 ans, qui, l'espace de quelques minutes nous sert de traducteur, nous prend le bras. « Moi qui suis parti quatre fois, qui ai réussi deux fois à atteindre l'Espagne avant de me faire expulser, je vais lui redire vite fait ce que j'ai vécu, les journées aux commissariats, les copains que tu cherches et qui sont loin, les nuits où tu ne dors pas car tu as peur de la police... Je vais lui



Nassim (prénom d'emprunt), qui vit dans la rue, vit en mendiant : « Quand il a de l'argent, il retourne le week-end en donner à ses deux parents héroïnomanes », confie un éducateur.

PHOTO : FRANK DUBRAY / OUEST FRANCE

redire et vous verrez... »

On voit. Hafid, dont les parents sont au chômage et « vivent grâce à Dieu », lâche, rigolard : « C'est pas vrai ! » Mohammed hausse les épaules, fataliste. Dans son quartier de Jnan Kabtane, loin de la kasbah et de certaines de ses élégantes villas prisées des Français, « une vingtaine de gars sont partis l'an passé ». À leurs risques et périls.

Flux incessant, qui, depuis la crise sanitaire, s'est tari. Hormis au sud du Maroc, pour rejoindre les îles Canaries, terres également espagnoles. Plusieurs milliers de jeunes Marocains quitteraient, chaque année, leur pays. « Pas grâce à des filières organisées mais très artisanales », assure une source du ministère de l'Intérieur français qui connaît très bien le Maroc et qui le considère comme « le meilleur élève du Maghreb en matière de coopération sur le sujet de la migration ».

Nous voilà dans un square, toujours à Tanger, à deux pas de la mer, de ces hôtels chics et de cet immeuble en construction, Elysium, dont les immenses pubs promettent, sans ironie, « la Méditerranée à portée de main ». Abdoulaye, visage abîmé par de sévères cicatrices sur la tempe gauche, 16 ans, allure de gamin de 12 ans, fond sur les éducateurs de rue de l'association Aiceed.

Cet ado des rues vient de Fès, 500 km au sud. Il ne parle, comme Hafid, ni français, ni anglais, ni espa-

gnol. Mais rêve d'Europe. Il veut un passeport français, venir en France, nous lance-t-il. Insiste. La France, ça représente quoi pour lui ? Pieds sales dans ses claquettes, blouson et pantalon crasseux, il lève les bras au ciel, les yeux aussi, soudain étincelants, bouche aux dents jaunes grand ouverte, répète : « Parisse, Parisse. Tour Eiffel... »

Quelques minutes plus tôt, toujours avec ces éducateurs, on avait croisé Nassim (à la demande de l'association Aiceed, son prénom a été changé), traits sévères, enfant laissé à lui-même, dont l'allure tranchait sévèrement avec ces autres garçons, sortant d'une imposante propriété du quartier Malabata, dont la tenue laissait penser à un départ vers le Royal country golf, situé à l'autre bout de la ville. « Nassim manque simplement d'amour, maugrée Khalid El Messari. Il mendie, se débrouille. Et quand il a de l'argent, il retourne le week-end en donner à ses deux parents héroïnomanes. »

Des histoires qui glaencent le sang

Tous ces mômes à la vie déglinguée, Khalid El Messari les connaît. L'ancien étudiant en tourisme, devenu éducateur de rue puis responsable de l'association Aiceed, n'ignore rien de leur parcours, ou tout au moins ce qu'ils lui en confient.

Chaque jour, lui et ses éducateurs vont à leur rencontre, leur distribuent de la nourriture, les cherchent aussi parfois quand ils ne les voient pas sur la place, dans le bois ou dans le square où ils tuent le temps. Un travail de fourmi. « Avant le Covid, nous en suivions 200. Actuellement, il y en a une petite cinquantaine. » Des histoires qui vous glaencent le sang, il peut vous en servir à foison.

« Tiens, regarde là-bas », nous dit-il en désignant un vieux bâtiment entouré d'un terrain à l'abandon où l'on devine des fatras de matelas et de cartons. C'est là que dort Slimane (à la demande de l'association, son prénom a été changé), un gamin qui a grandi à Beni Makada, ce quartier de Tanger où l'on trouve aussi facilement du cannabis et des petites doses d'héroïne coupée avec des psychotropes que de la semoule.

« Sa mère a demandé qu'il revienne à la maison. Il lui a demandé si son père était toujours à la maison. Ce qui était le cas. Et là, il s'est mutilé. Je l'ai vu, non pas pleurer, bien plus que ça. Indescriptible. Il n'a pas voulu nous en dire plus. Mais on peut imaginer... D'autant qu'il est toujours seul, a peur des hommes adultes. »

Selon les derniers chiffres de l'Association « Touche pas à mon enfant », basée à Casablanca, 26 000 enfants seraient violés chaque année. À l'intérieur de la famille qu'ils fuient mais aussi dans la rue où

on les regarde non plus comme des gamins en souffrance mais comme des *chmakriya*, des drogués, qui sniffent des chiffons imbibés d'essence ou de diluants, fument du hasch et prennent des cachets de Rivotril. Faouzia Bouzzitoun, la directrice de l'association Hasnouna de soutien aux usagers de drogue, explique : « S'ils commencent dès 11 ans à consommer tous ces produits qui agissent très vite sur le cerveau, c'est certes pour ne plus ressentir douleur, faim et froid mais aussi, et je l'ai entendu, pour ne pas se rendre compte d'être violé... »

Ces enfants invisibles, sans état civil

« La violence envers les enfants est tolérée par toute la société », martèle Hicham Houdaïfa, auteur d'*Enfance au Maroc, une précarité aux multiples visages* (Editions En Toutes lettres, 130 pages, 2020, 13 €). Dans son livre, précieux, il insiste aussi sur l'absence de crèches publiques et la déscolarisation.

« Tous les ans, assure Claire Trichot, responsable de l'ONG espagnole Casa dels infants, 400 000 jeunes abandonnent l'école avant 15 ans ». À cause de mères célibataires ou de parents qui ont baissé les bras devant des montagnes de soucis. À l'image de Siham dont le mari

vit de petits boulots, non déclarés, comme 80 % des travailleurs du pays, selon l'Organisation internationale du travail.

« Il gagne 50 dirhams (5 €) certains jours, parfois rien. » Ce mardi matin de janvier, elle a rendez-vous avec une assistante sociale devant le centre Aïn Atiq, à Temara, dans la banlieue de Rabat, créé par l'Amesip, l'Association marocaine d'aide aux enfants en situation précaire.

Visage émacié, son enfant Aïman, 12 ans, à ses côtés, cette femme de 42 ans ne sait plus à quel saint se vouer : « Il est tout le temps à la rue. Il ne veut pas rentrer le soir. J'ai peur qu'il se drogue. Faut qu'il apprenne à lire et à écrire. » Horia, 46 ans, sept enfants et femme de ménage payée au noir, 1 300 dirhams par mois, la moitié du Smic, apparaît tout aussi épuisée.

Son fils, Rachid, 11 ans, aussi maigrelet qu'Aïman, ne va pas plus à l'école. Tout simplement car, comme plusieurs milliers d'enfants dont les mères n'ont pas accouché à l'hôpital ou ont tardé à les déclarer, il n'est pas inscrit à l'état civil et ne bénéficie donc d'aucun droit, dont celui d'aller à l'école publique ! Même si, depuis deux ans, le gouvernement tente de résoudre ce problème, « ils n'existent pas, se désespère Faouzia Bouzzitoun. Ils sont invisibles. »

Horia craint-elle que l'un de ses enfants la quitte pour l'Europe ? Elle nous regarde avec ses grands yeux



La Médina et le marché souk de Rabat dans lequel travaillent des enfants.

PHOTO : FRANK DUBRAY, OUEST FRANCE



Au sein des salles de cours de l'association Darna, une carte de France affichée



Les policiers marocains veillent sur les côtes pour empêcher les jeunes de quitter le pays.

PHOTO : FRANK DUBRAY, OUEST FRANCE

à quitter leur pays pour rejoindre l'Europe



Dans un quartier de Tanger, où les parents, s'ils réussissent à trouver un travail, sont, pour la très grande majorité, embauchés au noir.

PHOTO : FRANCK DUBRAY, OUEST-FRANCE

noirs : « Non, non, je le veux... » Pour tenter de sortir de la pauvreté. « Tous ces enfants grandissent avec cette vision de sauver leur famille », constate Claire Trichot, qui se démène depuis vingt ans à Tanger auprès de ces enfants et ados, mais aussi des mères vivant dans la précarité. Cette « complicité des parents », en particulier, fait bondir Mounira Bouzid El Alami, qui a fondé voilà vingt-cinq ans l'association Darna, venant en aide à ces mêmes paumés. « Les mères font l'autruche... « Dieu va l'aider », me disent-elles. L'exil, c'est un placement sur le futur... »

« Ils croient qu'en Europe, tu coupes de l'argent comme le blé »

« Les jeunes croient qu'en Europe, tu coupes de l'argent comme le blé... C'est de la folie, soupire Abdallah, la petite soixantaine et une seule dent, qui, dans la magnifique médina de Tanger, vous raconte la vie qui va et qui ne va pas. Certains reviennent avec une Porsche, achetée ou louée je ne sais comment, et ça fait rêver tous les gamins. » Tout comme ces photos postées sur les réseaux sociaux. Rachid, 20 ans, qui a abandonné toute envie d'exil après un séjour en Espagne qu'il a fui in extremis à la suite d'une condamnation à trois ans de prison pour violence, nous en montre quelques-unes qui s'affichent sur son smartphone : on y voit notamment l'un de ses amis, survêt équivalent au prix d'un mois de Smic marocain, devant une monumentale pub d'une marque de luxe.

« Notre société engendre les frustrations »

Certains brûlent aussi d'envie d'Europe pour « les filles qui sont très belles ». Hafid nous l'a répété, Aboudalye nous l'a dit. Aziz également. Mohammed a lâché un sourire quand on a évoqué cette envie. « Ici, à cause de la religion, les jeunes ne pratiquent pas le sexe », dit Khalid El Messari. Même dans le dos des parents ? « Les filles veulent garder leur hymen intact car, sinon, elles auront du mal à se marier. »

Comme le souligne Claire Trichot, elles risquent également l'opprobre familial si elles enfantent hors mariage. Et le statut de mère célibataire n'est pas reconnu. La responsable de l'ONG va plus loin : « L'article 490 du

Code pénal interdit les relations sexuelles avant mariage. »

Mi-janvier, Hanaa en a fait les frais. Elle a été condamnée à un mois de prison ferme après la diffusion d'une vidéo intime sur les réseaux sociaux. Une condamnation qui a entraîné une forte mobilisation d'une partie de la société civile. « Notre société qui, si l'on y regarde bien, n'est ni occidentale ni orientale, engendre des interdits. Et des frustrations, se prend la tête entre les mains cet éducateur, qui se demande s'il a lui-même finalement bien fait de rester habiter au Maroc. Comment voulez-vous que ces jeunes de la rue ne voient pas leur avenir ailleurs... »

Des propos qui, si elle les avait entendus, auraient horrifié Mounira Bouzid El Alami. Cette femme, âgée de 76 ans, accuse sévèrement la politique de prise en charge des mineurs étrangers isolés dans les pays européens, et en France en particulier, concernant les jeunes marocains : « Il faudrait les renvoyer directement au Maroc. Ils arrivent chez vous, coupés de leur racine ! » Une « faille énorme » qui va les habiter et déstabiliser, considère cette femme qui a étudié la psychologie en France dans les années 1970.

Celle qui est mariée à un riche

industriel marocain, et qui glisse « avoir eu sa première paire de godasse à 14 ans », étrille les humanitaires européens. « Le premier droit d'un enfant mineur est de revenir dans sa famille, s'il en a une. Et s'il n'en a pas, il existe désormais des structures dans chaque ville pour les prendre en charge ! Donc, vous devez les expulser ! »

Première fois depuis notre séjour au Maroc que l'on entend de tels propos. On s'en étonne. Elle monte sur ses grands chevaux : « Ils ne sont pas expulsés comme si le Maroc était un pays en guerre ! Je les ai connues les années de plomb sous Hassan II. Parmi les fondateurs de l'association, certains ont fait dix à quinze ans de taule. »

« Tous ces jeunes ont envie d'être des héros »

Hommage à Mohammed VI, ce roi dont la photo apparaît partout, dans les hôtels, les commerces mais aussi dans la plupart des centres sociaux que nous visitons ? Hommage à ce gouvernement dont la politique est vilipendée, dans les stades de foot, à gorge déployée par les supporters

ultras ? Mounira Bouzid El Alami nous répond simplement, mais avec force, qu'elle tient à l'indépendance de son association.

Si Khalid El Messari ne va pas sur le terrain puritain politique, il s'agace : « Mounira dit ça de son palais. Comment peut-elle juger ? » Lui y va franco, au risque de prendre à rebrousse-poil les idées reçues. Il dit en avoir ras le bol de ces reportages de journalistes européens « disant que nos jeunes marocains sont plus malheureux à Barcelone ou à Paris ».

Il précise sa pensée, fermement : « Mais, encore une fois, regardez leur situation ici ! Je considère que ce serait mentir à un gamin qui a perdu tout espoir, qui voit son père

fumer du shit toute la journée, de lui dire que son envie d'exil n'est pas juste. »

Claire Trichot partage ce même sentiment. « Quoi qu'on puisse dire, précise-t-elle, l'exil est un projet de vie. Vu comme un acte héroïque. Tous ces jeunes ont envie d'être des héros. »

Abdallah Jalil et son collègue Achhad El Mummy, tous deux coordinateurs de centres de l'Amesip à Rabat et Fès, se souviennent tous deux comme si c'était hier de leur séjour à Paris, fin 2018, durant lequel ils sont allés à la rencontre des jeunes Maghrébins, dont une grande majorité de Marocains, enfoncés dans la drogue et la délinquance, errant à la Goutte d'or, dans le XVIII^e arrondissement : « Nous avons rencontré Oussama dans un commissariat. Quand on est arrivé, il insultait les policiers, tout le monde. Nous avons tenté de le calmer. On a réussi rapidement à retrouver trace de sa mère au Maroc. Il l'a appelée et a fondu en larmes. C'était un moment qui vous arrache les tripes. »

Toute la nuit, raconte Abdallah, il s'est confié. Oussama, qui était resté cinq ans en Europe, errant en Belgique, Allemagne et France, originaire d'Assilah, au sud de Tanger, est revenu au Maroc où il a été pris en charge par l'association pour suivre une formation de cuisinier. Il a depuis créé sa petite entreprise de livraison de poissons pour les restaurants. « Il fait partie de la relève du Maroc... » Comme Ali, 18 ans, avec qui l'on échange à Fès dans un autre centre de l'Amesip.

Lui veut devenir acrobate dans une compagnie. Après avoir tenté neuf fois le grand départ en deux ans. À Mellilla, autre enclave espagnole au Maroc où « tous les migrants se droguent », il dit avoir été frappé au tibia et au visage par les policiers espagnols. Et a vu l'un de ses amis percuté par un camion « dans l'indifférence générale ». En nous racontant cette scène, c'est un cri tourmenté qu'il laisse échapper.

Il s'apaise et souffle : « Je n'ai finalement pas de regret de ne pas avoir réussi à rester en Europe. J'ai réussi à décrocher de la drogue. Je veux créer le bonheur. Je rêve d'un spectacle avec une tournée dans le monde entier. Mon espoir est de devenir un citoyen mondial. » Comme un autre moyen de prendre le large...

Textes : Jean-François MARTIN.
Photos : Franck DUBRAY.

Une enquête en quatre volets

La délinquance due à des mineurs non accompagnés s'est accrue au cours de ces trois dernières années et étendue à plusieurs métropoles françaises. Paris, bien sûr. Mais aussi Montpellier, Bordeaux, Nantes, Rennes...

Qui sont ces jeunes, une minorité, qui échappent aux services d'aide à l'enfance ? Durant plusieurs semaines, plusieurs journalistes de Ouest-

France ont enquêté pour comprendre ce qui les poussait à venir en Europe, s'il y a des réseaux qui les exploitent en France, et pour leur donner la parole. Aujourd'hui, premier des quatre volets de cette enquête réalisée par Jean-François Martin, Agnès Clermont, Angélique Cléret, Élodie Dardenne, Laurent Neveu, Thomas Heng, Philippe Mirkovic et Pierrick Baudais.

« Partir du Maroc par la grande porte plutôt que par la fenêtre »

Il revient de loin. Père décédé quand il avait 6 ans. Déscolarisé pendant cinq ans. Sœur décédée dans l'explosion d'une bouteille de gaz, mère, dont il nous montre une photo, portant de sévères stigmates de cet accident sur le visage. Azeelab, 21 ans, qui habite le quartier de Bab Ftouh, à Fès au Maroc, a tenté à sept reprises de fuir son pays pour rejoindre l'Europe et, pourquoi pas, son cousin qui vit désormais en Suède. La première fois, sous un camion ; la deuxième, en canoë, la troisième à la nage... Échec à chaque fois. « Dieu n'a fait que du bien... », juge-t-il aujourd'hui avec recul.

Dans le centre de l'Amesip, à Fès, où il étudie désormais, il nous dit son rêve de devenir photographe ou « monteur de clips ». « Ils doivent comprendre que l'ascenseur social passe par la formation », insiste le directeur de la structure Achhad Mummy, qui nous

fait passer de salle en salle, à la rencontre d'ados qui suivent des formations de codage informatique, arts culinaires, régie son et lumière...

« Nous avons ouvert ce centre en septembre 2019, après avoir découvert que 70 % des jeunes qui erraient dans le quartier de la Goutte d'or, à Paris, étaient originaires d'ici. »

« L'ascenseur social passe par la formation »

S'il peut comprendre l'envie d'exil de ces jeunes, Achhad Mummy martèle : « Il vaut mieux partir par la grande porte que par la petite fenêtre... », celle de la clandestinité.

C'est ce qu'espère notamment Amine, 14 ans, qui fut déscolarisé avant d'être rattrapé par la manche par Abdallah Jalil, le directeur du centre de l'Amesip Ain Atiq, dans la banlieue

de Rabat. En ce lundi de soleil où nous le voyons enchaîner ciseaux et amazones sur Kassem, un cheval de voltige, son professeur, Gilles Audejean, un ancien de l'École nationale du cirque Fratellini, souffle : « Si tout se passe bien, il sera l'un des plus grands voltigeurs du monde. »

« Amine rêve-t-il toujours d'Europe ? » « Oh oui, quand je vois les vidéos de spectacles sur YouTube », répond-il, sourire éclatant.

Au Maroc, la société civile pallie les insuffisances de l'État. Outre l'Amesip, des associations, comme Darna, Aiceed ou Casa dels infants, une ONG catalane, proposent des remises à niveau et des formations qualifiantes.

Des écoles de la deuxième chance comme ils les appellent. Non pour stopper leurs envies de quitter le Maroc, précise l'inépuisable Claire Trichot (1), directrice de Casa dels infants à Sidi Moussa, à quelques pas du bidonville de Sidi Moussa. Où se mélangent enfants du quartier et jeunes à la vie plus douce. Niveau d'exigence maximal, diplômes reconnus à la clé, « valeurs de solidarité et de travail » comme mantra. Parmi les anciens élèves, certains ont créé leur compagnie, en France, comme Hamza Benlabied, ou sont restés au Maroc.

renforcent leurs compétences et puissent faire un choix éclairé ».

C'est ce que souhaite Zacharia Benyamina, l'un des responsables de la désormais réputée École nationale de cirque Shemsy, créée par l'Amesip, en 1999, à quelques pas du bidonville de Sidi Moussa. Où se mélangent enfants du quartier et jeunes à la vie plus douce. Niveau d'exigence maximal, diplômes reconnus à la clé, « valeurs de solidarité et de travail » comme mantra. Parmi les anciens élèves, certains ont créé leur compagnie, en France, comme Hamza Benlabied, ou sont restés au Maroc.

Jean-François MARTIN.

(1) Cette femme a également créé l'association « 100 % mamans » pour soutenir les mères célibataires marocaines. Une action soutenue par l'association malouine Enfants du Nord.



À Fès, dans le magnifique centre de l'Amesip, où des jeunes comme Ali se forment au cirque contemporain.

PHOTO : FRANCK DUBRAY, OUEST-FRANCE